

La Russie en transition

Frédéric Lerais

Département d'économétrie

Cet article se propose de discuter de la dynamique de la transition de la Russie vers une économie de marché. Si, depuis 1987, les réformes se sont succédées pour tenter d'améliorer la situation économique, celles-ci ont jusqu'à présent entraîné de nombreux déséquilibres. En 1992, suite à l'éclatement de l'Union Soviétique, la Russie s'est engagée dans des réformes radicales qui rappellent celles entreprises dans les anciennes démocraties populaires. A court terme, les effets en seront aussi similaires : hausse du chômage, hausse des prix, baisse du pouvoir d'achat des revenus, réduction de la demande adressée aux entreprises. La désorganisation de la production est aggravée par les tensions entre les Républiques. A moyen terme, la croissance dépendra en grande partie du renouvellement d'un capital obsolète, grâce à l'importation de biens d'équipements modernes. Pour cerner les effets d'un tel renouvellement, nous avons construit une maquette décrivant l'économie russe en deux secteurs en déséquilibre. Parmi les principaux résultats, on retiendra que si une aide permet d'améliorer la croissance, une ouverture accrue des partenaires de la Russie aux produits traditionnels serait encore plus favorable car elle allégerait les contraintes de débouchés qui pèsent sur le secteur traditionnel en déclin, tout en autorisant des importations de biens d'équipement modernes.

Peu d'événements ont eu l'ampleur et la soudaineté de la disparition de l'URSS. Près de quatre mois après l'échec éclair du coup d'Etat, l'URSS s'est morcelée et les Républiques, au premier rang desquelles la Russie, se sont engagées dans des réformes radicales : libéralisation des prix et préparation de la privatisation. En cela, ces mesures rappellent les réformes entreprises dans les anciennes démocraties populaires. Les conséquences négatives risquent, dans un premier temps, d'y être similaires : désorganisation de la production, baisse du pouvoir d'achat des salaires et des revenus sociaux, inflation galopante. A cela s'ajoutent plusieurs traits spécifiques : le socialisme scientifique y a régné plus longtemps et les comportements capitalistes seront donc plus longs à se mettre en place. L'adhésion de la population qui prévalait dans les autres pays de l'Est risque fort d'y être absente. Enfin le cadre institutionnel dans lequel les réformes sont engagées pèsera lourd. Les Républiques,

qui étaient naguère fortement intégrées, sont en conflit et leurs échanges mutuels se dégradent rapidement. Au regard des expériences à l'Est et de ces difficultés, nul ne doute que la transition vers une économie de marché sera rude. La mise en œuvre des réformes s'est déjà traduite par de profonds déséquilibres, et a conduit, ces deux dernières années, à une baisse importante du PIB.

Nous nous proposons ici de discuter de la dynamique de la transition en Russie. Dans une première partie, nous présenterons les réformes en URSS avant 1992 et leurs résultats, afin de comprendre les contraintes qui pèsent sur la transition. Dans une deuxième partie, nous détaillerons le programme « Gaïdar » appliqué en Russie depuis le début de l'année 1992 et ses premiers résultats. Une troisième partie analysera les effets de la transition vus à travers une maquette de l'économie russe.

De l'URSS à la Russie

Les réformes entreprises par le gouvernement russe s'inscrivent dans la logique de celles mises en œuvre en URSS depuis 1987. Elles visent à améliorer la croissance et à faciliter la transition vers l'économie de marché. Mais hésitations et incohérences ont conduit à de profonds déséquilibres.

Les mauvais résultats du système d'économie planifiée

Le système économique soviétique reposait, pour l'essentiel, sur une planification impérative. Un Plan annuel, cohérent avec la stratégie des Plans quinquennaux, détaillait à la fois les ressources et les emplois des entreprises. Les objectifs fixés aux entreprises, exprimés en volume de production, reléguèrent les objectifs financiers et d'efficacité au second rôle. La fixation des prix de gros par application d'un taux de marge au coût moyen et le système de financement quasi-automatique par le système bancaire ne faisaient pas craindre les déficits. Le budget public, entièrement subordonné au Plan, redistribuait les profits et les taxes entre les entreprises. Les relations avec l'extérieur, faibles, avaient une influence restreinte sur l'économie nationale. Un monopole du commerce extérieur était chargé d'exporter pour financer les importations nécessaires à la réalisation du Plan. Celui-ci faisait varier les taxes et les subventions afin de maintenir le niveau des prix intérieurs. La priorité donnée

à l'investissement dans l'industrie lourde, la distorsion des prix relatifs et le manque d'incitation conduisaient à une pénurie généralisée. La conjonction d'objectifs physiques et d'un financement automatique renforçait la demande des entreprises en travail et en biens intermédiaires provoquant à la fois le suremploi et une pénurie de biens de consommation et de biens de production. Les biens de consommation étaient alloués de manière bureaucratique, et, du fait de la faiblesse des prix, la pénurie et les files d'attente se sont développées.

La détérioration des résultats économiques depuis les années soixante rendait indispensables les réformes. Même selon les statistiques officielles, le taux de croissance du produit matériel net est passé de 7,2 % dans les années soixante à 4,4 dans les années soixante-dix, puis à 2,1 % dans les années quatre-vingt (tableau 1). Cette tendance s'explique à la fois par le tarissement de la croissance des facteurs de production et le ralentissement de la productivité. Le vieillissement de la population, ajouté à la faible mobilité des travailleurs des Républiques à forte natalité limitaient la croissance de la population active. L'investissement a vu son taux de croissance passer de 7 % par an dans le début des années soixante-dix à un rythme deux fois moindre ensuite ; cette forte croissance, obtenue au détriment de la production de biens de consommation, était devenue politiquement insoutenable. La seule façon d'assurer la croissance aurait donc été d'améliorer la productivité du travail et du capital. Or, la productivité du capital a baissé et celle du travail a ralenti, en grande partie pour des raisons systémiques. En effet, l'absence de concurrence et de contrainte budgétaire n'incitait pas aux

1. Taux de croissance de certains agrégats de l'URSS

En %

	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1990	1991
PMN	5,6	4,1	3,2	1,4	-4,0	-15,0
PIB	—	—	—	3,7	-2,3	-17,0
Consommation	5,4	4,7	2,8*	3,2	3,1	-13,0
Investissement	6,9	3,3	3,5	5,1	0,6	-4,0**
Emploi	1,9	1,4	0,7	-1,0	-0,6	-1,7
Exportations	5,1	4,4	1,0	0,4	-13,1	—
Importations	12,1	5,8	4,6	0,9	-1,4	—
Salaire nominal	3,8	2,8	2,4	8,8	14,2	70,0
Revenus nominaux	6,8	5,0	4,2	9,3	17,3	90,0
Dépôt d'épargne	11,4	8,8	5,9	9,4	13,5	71,2
Prix de détails	—	1,0***	1,0	2,1	4,7	86,0

* 1981-1983

** les trois premiers trimestres

*** 1978-1980

Source : ONU, 1992.

changements technologiques pour réduire les coûts ou pour gagner des parts de marchés. De plus, les planificateurs commençaient à perdre le contrôle d'un système d'information dont la complexité allait croissante. La pénurie de biens de consommation affaiblissait les incitations, notamment au travail, aggravant encore l'insuffisance de l'offre. De plus, ces mécanismes de frein à la production tendaient à s'auto-entretenir. Par exemple, en raison de la faible productivité du capital, la croissance nécessitait un investissement de plus en plus important dans le secteur de production de biens d'équipement au détriment de celui des biens de consommation.

Des réformes inachevées à la montée des déséquilibres

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev, en mars 1985, marque une nette rupture à la fois politique et économique dans la succession des réformes (Le Cacheux, 1990). Gorbatchev cherche à accélérer la croissance en s'attaquant aux trois maux principaux de l'économie soviétique : l'inefficacité, la faible qualité des produits et les retards technologiques. Cependant, dans les deux premières années, sa politique économique repose sur les ressorts traditionnels de l'économie soviétique. Le Plan pour la période 1986-1990 tente de favoriser les investissements de productivité en relevant l'investissement et en accélérant le déclassement du capital obsolète. Une nouvelle agence de contrôle de la qualité est fondée. Pour mobiliser la main-d'œuvre, une campagne contre l'alcoolisme est mise en place. Par ailleurs un décret permet aux entreprises d'augmenter les salaires pour les spécialistes. Cette première étape s'est soldée par un échec et une forte déstabilisation macro-économique (CEPII-OFCE, 1992 ; FMI et *alii*, 1991). Certes l'investissement augmente fortement, mais des goulots d'étranglement et la pénurie de main-d'œuvre se développent dans de nombreux secteurs. La hausse de l'investissement en 1986, mais aussi les pertes de recettes liées à la baisse des prix du pétrole creusent le déficit public, qui passe de 2,3 % du PIB en 1985 à 6 % pour 1986. Dès 1987, l'investissement ralentit très fortement de 8,3 % en 1986 à 5,7 %, en partie parce que l'agence de contrôle de la qualité rejette un grand nombre de produits.

L'année 1987 marque le véritable tournant vers l'économie de marché. La clé de voûte de la réforme est la loi sur les entreprises de juillet 1987. Celle-ci remplace les objectifs de Plan par un système de contrat de Plan donnant une plus grande liberté aux entreprises dans l'approvisionnement et dans l'utilisation du produit des ventes. Le profit et les prix restent cependant soumis à des normes gouvernementales. En autorisant les entreprises à garder des fonds pour payer les travailleurs, cette loi relâche aussi les contraintes qui pèsent sur les salaires. En même temps, les entreprises sont autorisées à négocier le prix des contrats avec l'Etat pour les biens nouveaux. En pratique, les commandes de l'Etat représentent encore 90 % de la production en 1988. Et surtout le rôle de l'organisme chargé de l'approvisionnement (le Gosnab) n'est guère modifié ;

les entreprises n'ont aucune garantie d'obtenir l'approvisionnement pour de nouveaux investissements, en dehors de ceux qui sont nécessaires pour produire les quantités commandées par le Plan. Le comité des prix définit des listes précises de produits dont les prix sont négociables, et, en dehors de quelques secteurs, les prix restent fixes.

La loi de 1988 crée un système bancaire à deux niveaux, avec la création de banques commerciales, et libère les dépôts des entreprises. Les impôts sur les profits, extrêmement arbitraires, incitent les entreprises à accroître leurs dépôts bancaires, tandis que la libre disponibilité des fonds des entreprises permet d'augmenter les salaires. La pénurie de main-d'œuvre et l'absence de contrainte budgétaire « dure » génèrent une forte augmentation des rémunérations (9,4 % en terme réel en 1988), (Åslund, 1991). Pour enrayer cette hausse, les autorités introduisent une taxe en 1989, mais les nombreuses dérogations pour les branches prioritaires la rendent inefficace. Cette hausse des revenus ne trouve pas de contrepartie dans une hausse parallèle de la production de biens de consommation, de sorte que l'épargne involontaire gonfle fortement. Le concept d'épargne involontaire, et sa mesure font l'objet de controverses (Nutti, 1989), mais la hausse du taux d'épargne des ménages, qui passe de 5,5 % en moyenne sur la période 1970-1984 à 7,9 % en 1986, révèle l'aggravation de ce phénomène (CE, 1990 ; FMI et *alii* 1991). Par ailleurs, pour se prémunir contre les pénuries d'approvisionnement, les entreprises accumulent des stocks d'intrants.

Ce n'est qu'à partir de 1989, que les commandes de l'Etat commencent à décliner, laissant une partie plus importante de la production aux entreprises pour le commerce, qui s'effectue en grande partie par des accords de troc. Du côté de l'initiative privée, une loi de 1988 étend le champ d'action des coopératives. Mais très vite, en raison des abus de ces dernières, leurs prérogatives sont restreintes. La loi de 1986 tente de décentraliser le commerce extérieur : les quotas d'échanges avec l'étranger augmentent et les entreprises ont le droit de garder une part de leurs recettes avec l'étranger, en particulier pour acheter des biens de consommation pour leurs salariés. En 1989, le nombre d'autorisations pour échanger avec l'extérieur augmente. Mais les restrictions quantitatives à l'exportation et à l'importation restent importantes, et la rareté des approvisionnements amoindrit l'impact de ces « réformes ».

A partir de 1990, le développement de l'autonomie des Républiques et du processus démocratique affaiblit l'intégration des Républiques et entraîne une profonde désorganisation économique en URSS. Pour tenter de limiter la pénurie qui pèse sur leurs administrés, chaque République réduit ses échanges avec les autres Républiques. Cette tendance s'accroît encore actuellement, conduisant à des pénuries de consommations intermédiaires et de biens agricoles. Parce que les Républiques réduisent la pression fiscale et refusent de reverser les revenus au Centre, le déficit budgétaire se creuse pour atteindre près de 25 % du PIB en 1991, ce qui affaiblit le système centralisé et nourrit la création monétaire. D'autre part, des mouvements sociaux, qui se développent dans les mines et dans les gisements pétroliers, entraînent une baisse de

la production pétrolière de 10 %. La perte de recettes à l'exportation qui en découle accentue la dégradation de la situation financière extérieure. En réponse à ces problèmes, l'URSS réduit ses importations de 45 %, ce qui reste toutefois insuffisant pour assurer le service de la dette, mais qui aggrave les pénuries déjà engendrées par les conflits entre Républiques. Le démantèlement des relations traditionnelles provoque deux années de baisse du PIB : 4 % en 1990 puis 17 % en 1991, cela sans que les réformes ne conduisent de manière irréversible vers l'économie de marché.

Les réformes en Russie

A la fin de l'année 1991, la CEI remplace l'URSS. Le texte consacrant la naissance de la CEI en décembre 1991 prévoit de renforcer la coordination économique entre les différentes Républiques signataires. Mais plusieurs Républiques, dont l'Ukraine, adoptent un système transitoire de coupons pour remplacer progressivement le rouble, en attendant l'introduction d'une nouvelle monnaie. Et, d'autre part, la Russie s'engage dans les réformes sans grande concertation avec les autres Républiques, si ce n'est d'avoir concédé de reporter de quelques mois sa libéralisation des prix.

Le poids de la Russie dans l'économie de l'URSS

Du fait de sa prépondérance, la Russie est en grande partie l'héritière de l'URSS. Sa prépondérance reflète en partie celle de sa population (51,3 % de l'ensemble de l'URSS) et de ses ressources liées à l'étendue de son territoire (76,2 % de l'URSS). Avec plus de 90 % de la production énergétique du territoire, la Russie est relativement indépendante vis-à-vis des autres Républiques. En excédent avec les autres Républiques, elle réalise déjà 33 % de ses exportations en 1990 et 49 % de ses importations à l'extérieur de l'URSS, contre une moyenne respectivement de 20 % et 30 % pour les autres Républiques. Mais la Russie dépend encore des autres Républiques en matière de biens de consommation et de biens agricoles (CEPII, 1991). La Russie n'est pourtant pas la République la plus performante car, si la productivité du travail y est légèrement supérieure à la moyenne de l'ex-URSS, celle du capital y est plus faible (tableau 2). En 1991, la production de la Russie baisse sensiblement moins que celle de la CEI, avec une baisse de 11 % du PMN en 1991 contre 15 pour l'ensemble de la CEI (et en terme de PIB, 9 % contre 17). La chute du commerce extérieur est cependant comparable. L'inflation y

est très légèrement supérieure, mais de façon peu significative. Par contre, la sous-indexation et la perte de revenu y sont bien moindres, ce qui explique en partie la moindre baisse du PIB (tableau 3).

2. Part de la Russie dans l'URSS en 1990

En % du total

Population	51,3
Emploi	53,6
PMN	61,3
PIB	58,7
Investissement	62,8
Stock de capital	61,9
Importations	67,5
Exportations	69,7
Importations vers les autres républiques	37,3*
Exportations vers les autres républiques	37,5*
Consommation	55,4
Stock épargne	60,0
Revenu	57,4*

Source : ONU 1992, sauf* FMI et alii, 1991.

3. Résultats comparés de l'économie de la Russie et de l'URSS entre 1987 et 1991

Taux de croissance en %

		1987	1988	1989	1990	1991
PIB	Russie	—	—	—	-2,0	-9,0
	URSS	2,9	5,5	3,0	-2,3	-17,0
PMN	Russie	0,7	4,5	1,9	-5,0	-11,0
	URSS	1,6	4,4	2,5	-4,0	-15,0
Emploi	Russie	-0,3	-1,5	-1,7	-2,6	-1,1
	URSS	-0,2	-1,6	-1,5	-2,0	-1,0*
Investissement	Russie	5,9	7,7	4,1	0,1	-11,0
	URSS	5,6	6,2	4,7	0,6	-4,0*
Exportations	Russie	—	—	—	-12,0	-29,4
	URSS	—	—	0,4	-5,2	-25,2
Importations	Russie	—	—	—	-1,5	-45,6
	URSS	—	—	12,0	0,0	-37,3
Salaire nominal	Russie	4,0	8,0	9,0	15,0	80,0
	URSS	3,7	8,3	9,4	14,2	70,0
Prix	Russie	1,0	2,3	2,0	5,6	89,1
	URSS	1,0	1,0	1,9	4,7	86,0
Revenu nominal	Russie	4,2	8,7	13,0	18,5	100,0
	URSS	—	9,2	13,1	16,9	90,3
Dépenses nominales	Russie	3,6	8,2	11,5	16,2	80,0
	URSS *	—	9,2	9,9	15,3	68,0

* les 3 premiers trimestres

Source : ONU, 1992.

1992 : Le plan Gaïdar

Trois mois après la tentative du coup d'Etat d'août 1991, un nouveau gouvernement, qui veut stabiliser l'économie et passer à l'économie de marché, est mis en place. Pour cela, il prévoit de s'appuyer sur les cinq éléments déjà mis en œuvre dans les pays de l'Est : la libéralisation des prix ; des politiques monétaires et budgétaires restrictives ; la privatisation des entreprises et enfin la libéralisation du commerce extérieur. Cette politique est entreprise dans un contexte difficile, après deux années de baisse du PIB, dans un climat particulièrement tendu entre les Républiques (y compris les Républiques autonomes de la Fédération de Russie), sous la pression des industriels pour adoucir la transition et avec le frein que constituent les forces conservatrices (qui ont leur porte-parole en la personne du vice-président Rustkoï).

La libéralisation des prix

En janvier et avril 1991, le gouvernement Pavlov avait supprimé 50 % des subventions aux prix pour la moitié des produits et relevé de 60 % le prix de l'autre moitié des produits. Cette fois, 90 % des prix de détail et 80 % des prix de gros sont libérés. Seul un petit nombre de produits reste soumis à un plafond : l'énergie, les transports et quelques produits de première nécessité. Les plafonds sont toutefois relevés en mars et en juillet. Cette libéralisation entérine une situation de fait, car les produits subventionnés ont en fait disparu des magasins d'Etat (Crosnier, 1992). Cependant, la hausse concerne beaucoup de produits contrôlés qui étaient la seule source d'une certaine frange de la population.

Quel est l'impact de cette libéralisation ? En Janvier, la hausse de prix atteint 250 % par rapport au mois précédent, dépassant à la fois les projections du gouvernement et l'inflation des autres pays de l'Est au moment de la libéralisation des prix. Au mois de juillet, l'inflation demeure encore à 11 % en rythme mensuel. Des produits réapparaissent dans les magasins après avoir été accumulés en prévision de cette libéralisation des prix. Comme la hausse des prix unifie les marchés, puisque les prix des magasins d'Etat rejoignent ceux du marché libre, la production est sans doute moins détournée vers les circuits parallèles. Mais il ne s'agit pas encore d'une impulsion de l'offre par la hausse des prix. Actuellement, malgré le déclin de la demande, les entreprises ne baissent pas leurs prix, préférant s'endetter à faible coût (car les taux d'intérêt réels sont négatifs) ou attendre de futures hausses des prix.

La libéralisation des prix appauvrit fortement la population. Certes, cette revalorisation est partiellement compensée pour certaines catégories défavorisées, car les allocations, le salaire minimum et les retraites sont augmentés, mais beaucoup de prestations n'ont pu être versées, faute de liquidités. Le pouvoir d'achat du revenu a diminué de près de

40 %. Il en est résulté une forte contraction de la demande et une élimination rapide de l'épargne forcée. D'autres hausses de prix sont attendues, en particulier le prix de l'énergie devrait être une nouvelle fois fortement revalorisé. La réticence de Boris Eltsine face à cette mesure, malgré les recommandations du FMI, vient du souci d'éviter qu'un choc pétrolier n'aggrave les contraintes, déjà lourdes, qui pèsent sur la transition.

Le budget

L'objectif du gouvernement est de ramener le déficit budgétaire de 20 % du PIB en 1991, à 15 milliards de roubles au premier trimestre 1992, soit 1 % du PIB trimestriel (évalué à 1 500 milliards de roubles). Les dépenses d'armement ainsi que les subventions aux entreprises sont réduites tandis que la fiscalité est refondue. Un impôt sur les bénéficiaires, au taux de 32 %, et une Taxe sur la valeur ajoutée, au taux de 28 %, remplacent les impôts sur le chiffre d'affaires et les ventes. Le résultat de ces mesures est décevant. Au premier trimestre, le déficit budgétaire atteindrait entre 6 et 10 % du PIB trimestriel. Et l'objectif d'un déficit budgétaire de 300 milliards de roubles pour l'ensemble de l'année, environ 5 % du PIB, serait déjà dépassé à la fin du premier semestre avec 380 milliards de roubles. Le gouvernement doit revenir sur certaines mesures, abaisser le taux de TVA sur certains produits, céder à la grogne des mineurs et des militaires. Pour favoriser les exportations, le gouvernement réduit les taxes sur les exportations de pétrole. La baisse de l'activité, les retards de la petite privatisation, les velléités d'indépendance des Républiques mais surtout l'inefficacité du système de collecte de l'impôt affectent les recettes. En l'absence de Trésor, les banques commerciales représentent l'unique intermédiaire pour les informations et la collecte des impôts ; or celles-ci, devant la faiblesse des sanctions, préfèrent placer les recettes fiscales. Au premier trimestre, les recettes de TVA n'atteignent que 60 % de ce qui était prévu, tandis que l'impôt sur les sociétés ne dépasse les objectifs qu'en raison de la sous-estimation de l'inflation. Les écarts constatés entre recettes prévues et effectives ne peuvent s'expliquer par la seule baisse de l'activité. Ils découlent en grande partie de la spéculation sur les stocks ; car les ventes de stocks accumulés avant 1992 sont imposées selon l'ancien système au taux de 5 %, et non assujettis à la TVA de 28 %. Par ailleurs, la TVA, qui est remboursée dès l'achat de matières premières, incite les entreprises à acheter davantage, et ce d'autant plus que la politique monétaire est laxiste.

Les privatisations

Le programme de privatisation du gouvernement est ambitieux. D'ici 1993, 2 000 grandes et moyennes entreprises et 100 000 magasins devraient être transférés au secteur privé. Cet automne, chaque russe recevra gratuitement des bons d'achat d'actions des entreprises d'Etat (*vouchers*). Ces bons pourront soit être échangés contre des actions des

entreprises, soit être librement vendus. Avant la privatisation proprement dite, le type de direction de l'entreprise sera modifié. A partir du 1^{er} octobre, chaque entreprise d'une valeur supérieure à 50 millions de roubles ou de plus de 1 000 salariés devra créer un conseil qui comprendra des directeurs, des travailleurs, un représentant de l'agence locale de privatisation et un représentant du gouvernement. Le conseil pourra choisir de privatiser l'entreprise de deux façons : soit en distribuant le capital parmi les travailleurs, les investisseurs institutionnels et le public, soit en autorisant les salariés à racheter le contrôle de leurs entreprises (The Economist, 18 juillet 1992). Dans le premier cas, les employés auront 25 % des actions. Ils peuvent alors acheter une part supplémentaire de 10 % par des bons ou au comptant. Afin d'éviter la mainmise de la *Nomenklatura* sur la privatisation, les cadres supérieurs ne seront pas autorisés à acheter plus de 5 % supplémentaire. Ainsi 40 % de l'entreprise seront alloués à ceux qui y travaillent, ce qui devrait permettre d'éviter l'opposition des salariés à la privatisation. Pour assurer un contrôle et une gestion stable de l'entreprise, les 60 % restant seront vendus en un seul bloc à un investisseur, soit par appel d'offre, soit aux enchères. Ce devrait être la méthode générale, mais en cas de difficulté, et si les 2/3 des salariés le désirent, ceux-ci pourront acheter 51 % de l'entreprise, le prix étant alors fixé par l'agence de privatisation. Sur le reste, 10 % sera vendu aux enchères par les bons d'achat et 39 % en monnaie. Ce double système — monnaie et bons d'achat — est l'originalité, mais aussi le danger de la méthode. La vente des bons d'achat fera augmenter les revenus et risque de raviver l'inflation. Le programme se heurtera aux obstacles déjà rencontrés dans les autres pays en transition : le manque d'habitude de la population pour ce type de placement, ainsi que le bas niveau des avoirs monétaires accumulés.

La politique monétaire

L'objectif de la politique monétaire est de limiter la croissance de la masse monétaire à 15 % pour le premier trimestre 1992. Pour cela, la Banque centrale a augmenté le taux d'escompte de 5 à 20 %, au premier trimestre, et accru le taux des réserves obligatoires de 2 à 20 %. Mais sous la pression des banques commerciales, la Banque centrale a dégagé de nouveaux crédits. De plus, elle a cédé aux pressions du Parlement, devant lequel elle est responsable, et également à celles des industriels qui souhaitent éviter une hausse des taux d'intérêt, fortement négatifs actuellement en termes réels, craignant les faillites en cascades du fait de l'accumulation des dettes entre entreprises. Celles-ci, qui atteindraient 3 000 milliards de roubles en juillet, rendent inefficace l'encadrement du crédit tant qu'une loi sur les faillites n'est pas promulguée. La politique monétaire est également perturbée par l'émission de coupons et par celles des autres Républiques.

Les relations internationales et la convertibilité du rouble

Selon le plan des réformes, la convertibilité du rouble devrait intervenir d'ici la fin de l'année 1992. Depuis juillet, le taux du marché (220 roubles par dollars fin septembre) remplace le taux commercial spécial de 55 roubles par dollar (Ricœur, 1992) qui servait à convertir 40 % des gains en devises des exportateurs et qui contribuait ainsi au financement du service de la dette et des importations ; ainsi que le taux commercial de 5,4 roubles par dollar qui était appliqué aux entreprises qui achetaient à l'étranger sur ressource publique. Tous ces taux de change ont été fortement dévalués entre 1991 et 1992. Actuellement, le rouble est vraisemblablement très sous-évalué en terme de comparaison de salaire ; les prix des biens échangeables seraient 20 fois inférieurs à ceux des marchés mondiaux (ONU, 1992). Aussi l'unification des taux de change occasionnera-t-elle une très forte poussée de l'inflation.

La Russie a pris la responsabilité de la dette extérieure de l'URSS et les autres Républiques seront considérées comme débitrices vis-à-vis d'elle. C'est sur cette base que les pays occidentaux ont retardé le paiement de 11 milliards de dollars que devait l'ex-URSS, et qu'ils ont décidé une aide substantielle de 24 milliards de dollars. Actuellement seul 1 à 2 milliards de dollars sont débloqués, et les négociations avec le FMI se durcissent du fait du dérapage budgétaire, mais aussi des ajournements du relèvement du prix du pétrole.

Les relations entre les Républiques

La tendance au relâchement de l'intégration économique, déjà à l'œuvre dans les années précédentes, s'exacerbe. Avec l'essor de l'inflation et de la pénurie, la rétention de biens et le troc se développent (Oppenheimer, 1992). Des accords bilatéraux permettent d'amoinrir la baisse de la production en particulier dans l'industrie. Mais, de nombreux contrôles des flux entre Républiques s'exercent sur les produits de consommation et les matières premières qui peuvent être vendues en devises. Le système de coupons émis pour les seuls résidents se répand dans de nombreuses Républiques et renforce leur autarcie.

L'introduction de monnaies distinctes aggraverait cette tendance à l'autarcie, ce qui ne manquerait pas, à l'image de ce qui s'est passé au sein de l'ex-CAEM *, de réduire les échanges et de peser lourdement sur la croissance économique. Mais, la souveraineté monétaire pourrait pousser les Républiques à plus de responsabilité économique, en particulier à prendre conscience des effets de leur politique budgétaire, comme l'ont fait les Républiques baltes qui, résolues à créer leur propre

(*) Conseil d'assistance économique mutuelle, dont faisaient partie les pays d'Europe Centrale jusqu'en 1991.

monnaie, ont équilibré leur budget en 1991 (ONU, 1992). Le recul devant cette responsabilité, ainsi que le manque de devises, expliquent les retards dans l'introduction des monnaies. L'introduction de nouvelles monnaies nécessite aussi une forte coopération entre Républiques. En particulier, afin d'éviter un surcroît d'inflation, il faudrait retirer les roubles de la circulation au fur et à mesure de l'introduction des autres monnaies. La Russie a, d'ores et déjà, décidé que le commerce avec les Républiques baltes s'effectuerait en devises et aux prix mondiaux ; elle menace les autres Républiques qui ne coopéreraient pas de leur appliquer le même traitement.

Malgré les efforts à faire, tant en matière de politique monétaire que budgétaire, les réformes sont lancées. Cependant, les perspectives paraissent sombres, du fait des menaces d'effondrement des relations économiques entre les Républiques, menaces qui, si elles se concrétisaient, engendreraient des pertes d'activité très importantes. Actuellement, les relations perdurent tant bien que mal par le développement du troc inter-entreprises. Ces pratiques renforcent les capacités d'esquive des entreprises et limitent la baisse de l'activité, notamment industrielle. Mais elles tendent aussi à limiter l'impact des réformes.

Les perspectives de moyen terme de la transition russe : un essai de modélisation

A moyen terme, la croissance dépendra en grande partie du renouvellement d'un capital obsolète, grâce à l'importation de biens d'équipements modernes. Pour cerner les effets d'un tel renouvellement et les perspectives économiques à moyen terme, nous avons construit une maquette de l'économie russe. La modélisation de l'économie est faite en distinguant deux secteurs, un secteur moderne et un secteur traditionnel comme dans la maquette de Harasty et Le Dem (1990) portant sur l'ex-RDA ou dans celles de Sgard (1991) portant sur les anciennes démocraties populaires. A la différence de ces travaux, nous supposons que l'investissement moderne ne remplace pas instantanément l'investissement traditionnel ; ce dernier ne diminue que si la demande de biens traditionnels est faible. La maquette distingue un régime de pénurie — la demande de biens excède l'offre —, d'un régime keynésien dans lequel la consommation des ménages est limitée par leur revenu, et les entreprises sont contraintes par la demande. Cette distinction permet de comprendre, à l'exemple de la Pologne, les obstacles à une reprise

vigoureuse de la croissance dans les premiers temps des réformes : suite à la hausse des prix, les entreprises sont confrontées au déclin de la demande.

Les données utilisées pour construire la maquette dérivent des statistiques officielles ⁽¹⁾ de l'ensemble de l'URSS auxquelles nous avons appliqué les poids de la Russie dans l'URSS pour chacun des agrégats en 1990 (tableau 2). Pour les années antérieures, nous calculons la déformation des poids de la Russie dans l'URSS pour chaque agrégat à partir des données de l'ONU (1992) (tableau 3). Ces chiffres nous servent de base pour « paramétrer » les principales équations du secteur traditionnel. La seule équation estimée concerne la consommation. Quant aux paramètres du secteur moderne, nous les supposons égaux à ceux des économies occidentales.

La modélisation de l'économie

L'économie produit deux biens selon deux techniques : une technique « traditionnelle » caractérisée par la faible productivité du capital, par rapport aux normes de nos pays et une technique occidentale. Ces technologies sont à facteur complémentaire : la production dépend du stock et de la productivité du capital [1] ⁽²⁾. Le stock de capital résulte de l'investissement et du capital de la période précédente compte tenu d'un certain taux de déclassement [2].

La détermination de l'investissement diffère selon les secteurs. Dans l'ancien secteur, l'investissement résulte d'un taux d'investissement désiré exogène [3]. Dans le nouveau, les investissements sont contraints par les importations et par la production interne de ces biens. Pour pouvoir fonctionner, le nouveau secteur ne peut utiliser que des biens modernes. Aussi, le secteur moderne n'apparaît-il au départ que par les importations de biens d'équipement modernes. Mais ensuite, une part de la production moderne est affectée à la production de biens d'équipements [4], de sorte que l'économie russe dépend de moins en moins de l'extérieur pour ses investissements.

La productivité du travail dans chaque secteur détermine l'emploi nécessaire, auquel s'ajuste l'emploi effectif, plus ou moins rapidement, selon l'état de libéralisation du marché du travail [5]. La confrontation de l'emploi effectif et de la population active potentielle détermine le chômage [6]. La technologie occidentale étant moins intensive en capital et

(1) Statistiques officielles aussi reprises par les organismes internationaux (FMI et *alii*, 1991; CE, 1991; ONU; 1992).

(2) Les chiffres entre crochets renvoient aux équations de la maquette (encadré).

Equations

$$[1] Y_i^* = v_i K_i e^{v_i} \quad i = n, a$$

$$[2] K_i^* = I_{i,-1} + (1 - d) K_{i,-1}$$

$$[3] I_a^* = \gamma Y_a$$

$$[4] I_n^* = \gamma (M_n + Y_n)$$

$$[5] L_i = \lambda_i (u_i Y_i) + (1 - \lambda_i) L_{i,-1}$$

$$[6] U = Pa - L$$

$$[7] R = (\sum_i L_i w_i (1 + t - t_u U)) + r S_{-1}$$

$$[8] C_i^* = \frac{a_i (cR + eS_{-1})}{pc_i} - \mu ED_j \quad j \neq i$$

$$[9] S = S_{-1} + R - \sum_i pc_i C_i$$

$$[10] X_i = x_i Y_i$$

$$[11] M = \frac{\sum_i p x_i X_i + F}{pm}$$

$$[12] M_i = \delta_i M$$

$$[13] ED_i = \text{Min} (Y_i^* + M_i - C_i^* - I_i^* - G_i - X_i, 0)$$

$$[14] EO_i = \text{Max} (Y_i^* + M_i - C_i^* - I_i - G_i - X_i, 0)$$

$$[15] C_i = C_i^* - ED_i$$

$$[16] Y_i = Y_i^* - EO_i$$

$$[17] I_i = b_i I_{i,-1} + (1 - b_i) \frac{(Y_i - (1 - d)Y_{i,-1})}{v_i}$$

$$[18] K_i = K_i^* \frac{Y_i}{Y_i^*}$$

Valeurs des Paramètres

$$v_a = 0,25, v_n = 0,40$$

$$v = -0,5 \%$$

$$d = 7 \%$$

$$\gamma = 0,35$$

$$\lambda = 0,2$$

$$u_a = 5, u_n = 8,5$$

$$t_u = 0,4$$

$$x_a = 0,09, x_n = 0,15$$

$$a_a = 0,3, a_n = 0,7$$

$$c = 0,93, e = 0,02$$

$$\mu = 0,2$$

$$b_i = 0,8$$

Notations

Les indices

a	ancien
n	nouveau
-1	retard d'une période

les exposants

*	notionnelle
Y_i	la valeur ajoutée du secteur i
K_i	le stock de capital dans le secteur i
I_i	l'investissement dans le secteur
d_i	le taux de déclassement
u_i et u_n	la productivité du travail
L_i	l'emploi
U	le chômage
Pa	la population active
R	le revenu des ménages
w	le salaire
t_u	les prestations chômage
t	le taux de transferts nets autres que les prestations chômage
r	le taux d'intérêt
C	consommation
S	le stock d'actifs en valeur
pc	le prix à la consommation
X, M	les exportations, les importations
px	le prix des exportations
pm	le prix des importations
F	le financement net
G_i	les dépenses publiques
ED_i	excès de demande
EO_i	excès d'offre

en travail que la technologie traditionnelle, la modernisation de l'économie se traduirait, toute chose égale, par l'essor du chômage. Le revenu des ménages résulte de l'emploi, des salaires, des transferts nets et des revenus financiers [7]. La consommation augmente avec le revenu réel et le stock d'actifs [8], les coefficients étant calés sur une fonction de consommation de l'URSS estimée sur la période 1970-85 en reconstituant le stock d'actifs financiers à partir de données de CE (1990). Pour cela nous supposons qu'avant 1985, les hausses de revenus étaient suffisamment contenues pour que la pénurie restât relativement faible (voir première partie). Si l'un des deux marchés de biens est rationné par l'offre, une partie de la demande des ménages se reporte sur l'autre secteur.

Les exportations sont déterminées par l'offre de biens [10]. Les nouvelles productions, de meilleure qualité, s'exportent plus facilement que les anciennes. Cela suppose l'absence de restrictions à l'exportation, que ce soit par des contingents à l'importation dans les marchés occidentaux ou par un taux de change trop élevé au regard de la qualité des produits. Les importations, contraintes financièrement, résultent des recettes d'exportation et du volume des financements internationaux accordés à la Russie [11]. Ce dernier, qui est exogène, est le déficit considéré comme soutenable par les créanciers. Les importations sont ensuite réparties par une clé de passage dans les deux secteurs [12].

Les comportements notionnels sont cependant modifiés par les déséquilibres sur le marché des biens. Si la demande excède l'offre, caractéristique d'un régime de pénurie, nous faisons l'hypothèse simplificatrice que la seule composante de la demande qui soit rationnée est la consommation [15]. Si, au contraire, l'offre excède la demande, caractéristique d'un régime keynésien, seules les entreprises sont contraintes. Celles-ci, qui subissent une contrainte de demande, adaptent leur production. Pour cela, elles réduisent l'utilisation de leur stock de capital [18] et leur plan d'investissement [17].

Le compte central

La maquette permet de calculer des scénarios d'évolution macroéconomique en fonction d'un nombre restreint de variables exogènes : les dépenses publiques, les prix, les salaires, les taux d'intérêt, les financements extérieurs accordés à la Russie. En compte central, nous avons retenu des hypothèses relativement favorables à moyen terme. Après une forte hausse des prix à la consommation en 1991/93, l'inflation ralentit progressivement, mais dépasse encore les 45 % par an en moyenne sur la deuxième partie de la décennie (tableau 4). La très forte sous-indexa-

4. Evolution des principales variables exogènes

Taux de croissance annuels moyens, en % sauf *

	1991-1995	1996-2000
Dépenses publiques	- 17	0
Salaires nominal	167	45
Taux d'inflation	173	45
Taux d'intérêt*	90	40
Part des importations de biens modernes*	40 %	70 %

tion des salaires sur les prix et un développement rapide du chômage évitent le dérapage dans l'hyper-inflation. Parce que le pays se stabilise politiquement et économiquement, le financement extérieur s'accroît progressivement de 5 % par an en termes réels. Les importations massives de biens d'équipements modernes, ainsi permises, renouvellent l'offre. Par ailleurs, le marché du travail se libéralise ; le poids des dépenses publiques dans le PIB est fortement réduit. La population active s'accroît de 1 % par an. Malgré l'essor du chômage et les pertes de revenus réels jusqu'en 1995, il n'y a pas de vague d'émigration russe vers les autres pays.

Les deux secteurs sont en régime de pénurie jusqu'en 1990, mais la hausse des prix, ainsi que la baisse des dépenses publiques conduisent à un régime d'excès d'offre pour les biens traditionnels en 1991, tandis que le secteur nouveau reste en régime d'insuffisance d'offre en raison du manque d'importations à la fois de biens de consommation et d'équipement, et donc de production interne. Cette configuration, qui demeure sur l'ensemble de la période, explique les évolutions en compte central et en variante.

Le PIB baisse de 5,1 % par an jusqu'en 1995 (tableau 5). La production de biens traditionnels diminue à la suite des hausses des prix. Celles-ci, du fait de la dévalorisation des stocks d'actifs et de la sous-indexation des salaires sur les prix, réduisent la consommation de 4 % par an. Les entreprises se heurtent à une très forte contrainte de demande dans le secteur des biens traditionnels. La baisse des exportations, de 4,5 % par an sur la première partie de la décennie, est compensée par la hausse des crédits, de sorte que les importations augmentent de 1,3 % par an sur cette même période. La chute de la production provoque le développement du chômage qui, en dépit du délai d'ajustement de l'emploi effectif à l'emploi désiré, atteint 11,1 % de la population active en 1995.

5. Principaux résultats du compte central

Taux de croissance, sauf * en % de la population active

	1991-1995	1995-2000
PIB	- 5,1	4,7
Investissement	- 1,0	3,9
Consommation	- 3,7	6,7
Exportations	- 4,5	5,0
Importations	1,3	5,6
Taux de chômage*	11,1	13,1

Après 1995, la croissance reprend pour atteindre 4,7 % l'an en moyenne. Grâce aux importations massives de biens d'équipement occidentaux, le capital est nettement plus efficace qu'en début de période. La production des nouveaux biens favorise les exportations qui croissent au rythme de 5 % l'an, les recettes commerciales permettant la croissance des importations au rythme de 5,6 % par an. La consommation croît de 6,7 %. En fin de période, malgré la croissance, le taux de chômage se stabilise autour de 13 % de la population active, car la part des productions modernes, moins intensives en travail, augmente pour atteindre 30 % de la production totale en l'an 2000.

Quelques variantes de politique économique

Le cadre macroéconomique ainsi défini permet de chiffrer quelques éléments du débat sur la transition économique. Comment aider la Russie ? Vaut-il mieux ouvrir les marchés occidentaux à ses produits, ou au contraire faire en sorte que le marché du CAEM se rétablisse rapidement ? Quel est l'impact d'une aide financière accrue, pour importer des biens occidentaux, ou des biens en provenance de l'ex-CAEM ? Telles sont les questions auxquelles nous proposons de répondre par un premier chiffrage.

Les effets d'une hausse des importations

Les deux variantes que nous présentons correspondent à une hausse des financements extérieurs de 1 point de PIB par an sur toute la période. Ceux-ci servent soit à importer des biens traditionnels, soit des biens nouveaux. Dans le premier cas, les effets sont particulièrement défavorables. Rappelons que dans le compte central, suite à la hausse des prix et à la sous-indexation des salaires, le secteur traditionnel est contraint par la demande. Dans cette configuration, la hausse des importations, qui évince un peu plus les producteurs nationaux, renforce la contrainte de demande des entreprises. L'impact sur le secteur moderne est faible, car la baisse du stock d'actifs et des revenus des ménages ne suffit pas à contraindre les industries modernes, qui restent donc en régime d'insuffisance d'offre. Au total, la hausse des importations de biens traditionnels conduit à une baisse du PIB de 1,5 % par rapport au compte central en l'an 2000, soit une réduction de près de 0,2 % de la croissance de l'économie. Cela se traduit par une baisse du taux d'utilisation des capacités de production et une baisse des investissements. Du fait de la lenteur de l'ajustement de l'emploi effectif à l'emploi désiré, le taux de chômage n'augmente que de 0,5 point en dix ans. Les baisses de revenu et du stock d'actifs renforcent encore la contrainte qui pèse sur les entreprises.

6. Effet d'une hausse de 1 point de PIB du financement des importations de biens traditionnels

Ecart relatif en % au compte central sauf * écart en points

	1995	2000
PIB	- 1,3	- 1,5
Investissement	- 1,0	- 1,4
Consommation	- 0,3	- 0,5
Exportations	0,0	0,0
Importations	4,2	3,6
Taux de chômage*	0,1	0,5

Dans le deuxième cas, si le financement accordé sert à importer des biens occidentaux, les effets sont plus compliqués. D'une part, la hausse des importations de biens d'équipement impulse l'offre du secteur productif moderne, qui croît alors fortement. D'autre part, les importations de biens de consommation équilibrent le marché des biens modernes ce qui amenuise l'effet de report sur la consommation du secteur ancien. Par ailleurs, au fur et à mesure que la contrainte de disponibilités des biens se desserre, le stock d'actifs, qui était gonflé par l'insuffisance de l'offre, se réduit, faisant baisser la consommation désirée. Une contrainte supplémentaire s'exerce sur le secteur des biens traditionnels à la fois directement, par le stock d'actifs, mais aussi par la baisse des revenus financiers des ménages. Cela est aggravé par la hausse des importations de biens traditionnels qui découle des hausses des recettes d'exportation de biens modernes. Le niveau du PIB est relevé de 0,7 % en 1995, et de

7. Effet d'une hausse de 1 point de PIB du financement des importations de biens modernes

Ecart relatif en % au compte central sauf * écart en points

	1995			2000		
	Traditionnel	Moderne	Total	Traditionnel	Moderne	Total
PIB	- 0,7	14,9	0,7	- 2,3	9,6	2,0
Investissement	- 0,1	9,2	2,5	- 0,6	7,2	4,7
Consommation	- 1,3	10,8	0,8	- 4,3	8,7	1,5
Exportations	0,0	14,9	1,5	0,0	9,6	2,9
Importations	0,7	7,6	4,9	1,4	6,5	5,0
Taux de chômage*	—	—	0,0	—	—	2,7

2,0 % en 2000. Grâce à la modernisation de l'économie, les exportations augmentent de 2,9 %. En revanche, le taux de chômage n'est pas modifié sur la première période car les gains de productivité obtenus sur le travail compensent les effets de la croissance. Dans la deuxième partie de la décennie, en raison de la baisse de la valeur ajoutée du secteur traditionnel, le taux de chômage s'accroît de 2,7 points, pesant un peu plus sur le secteur traditionnel, et atténuant les bénéfices de la modernisation.

Une meilleure allocation des importations et des risques pour l'ex-CAEM et les Républiques

Les deux variantes précédentes montrent les risques encourus par les Républiques de l'ex-URSS dans une telle configuration. Pour améliorer leur croissance, les pays ont intérêt à réduire leurs importations des biens traditionnels en provenance de l'ex-CAEM ou des autres Républiques, pour importer plus de biens nouveaux en provenance des pays occidentaux. Ainsi une baisse de 1 point des importations de biens traditionnels pour importer des biens nouveaux permettrait un gain sur le PIB de 3,5 points en 2000. Cependant, une telle politique, conduite en même temps par les Républiques, réduirait les débouchés des biens traditionnels et donc la production de biens traditionnels de l'ensemble de la région.

Effet d'une hausse du taux d'exportation

Quel serait l'impact d'une hausse du taux d'exportation de la Russie ? Cette variante revêt un caractère technique, puisque l'on modifie le paramètre du taux d'exportation, mais permet de mesurer les impacts qu'aurait une plus grande ouverture des clients potentiels de la Russie, au cas où les exportations seraient contraintes par des contingentements. Comme précédemment, les effets sont différents selon qu'ils portent sur les biens traditionnels ou sur les biens modernes.

Augmentons d'un point le taux d'exportation du secteur de biens traditionnels. La hausse des exportations du secteur traditionnel, de manière habituelle en régime keynésien, desserre la contrainte de demande sur les entreprises, qui augmentent alors leur production de 1,3 % en 1995. La réduction de 0,6 point du taux de chômage qui en découle accroît les revenus de 1,1 %. La hausse des recettes d'exportation permet d'accroître les importations des deux secteurs. Les importations de biens traditionnels évincent ce secteur alors que la hausse des importations de biens modernes permet d'améliorer l'offre du secteur productif. Au total, le niveau du PIB est augmenté de 2,5 % par rapport au compte central, soit un peu plus que la hausse engendrée par l'augmentation des seules importations de biens modernes.

8. Effet d'une hausse de 1 point du taux d'exportation de biens traditionnels

Ecart relatif en % au compte central sauf * écart en points

	1995			2000		
	Traditionnel	Moderne	Total	Traditionnel	Moderne	Total
PIB	1,0	4,6	1,3	1,3	4,6	2,5
Investissement	0,2	0,8	0,7	0,5	1,3	1,1
Consommation	-0,2	4,6	0,7	-0,9	4,6	1,5
Exportations	11,2	4,6	10,6	11,2	4,6	9,2
Importations	4,7	4,7	4,7	4,4	4,4	4,4
Taux de chômage*	—	—	0,0	—	—	-0,6

Une hausse des exportations du secteur moderne a des effets relativement plus faibles sur l'ensemble de l'économie, conformément au poids de ce secteur. Pour la calibrer, nous avons réalisé une hausse de 10 points du taux d'ouverture du secteur moderne contre 1 point précédemment. La hausse des exportations, parce qu'elle permet d'importer des nouveaux biens d'équipement, améliore nettement la production de ce secteur. A l'horizon de la fin de période, le PIB du nouveau secteur est accru de 2 %, ce qui est plus fort que l'impact des exportations de biens traditionnels sur le secteur traditionnel. Cette hausse de la production permet de réduire le chômage de 0,5 point et donc d'améliorer la croissance des revenus. La hausse des revenus accroît la demande du secteur

9. Effet d'une hausse de 10 points du taux d'exportation des biens modernes

Ecart relatif en % au compte central sauf * écart en points

	1995			2000		
	Traditionnel	Moderne	Total	Traditionnel	Moderne	Total
PIB	0,1	1,2	0,2	0,7	4,4	2,0
Investissement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,5	0,5
Consommation	0,8	-7,6	-0,7	4,6	-9,2	-1,6
Exportations	0,0	71,5	7,3	0,0	75,0	2,3
Importations	3,2	3,2	3,2	11,1	11,1	11,1
Taux de chômage*	—	—	0,0	—	—	-0,5

traditionnel. La production de l'ancien secteur augmente de 1,3 %. Au total, le PIB est relevé de 2 %, soit près de 0,2 point de croissance annuelle supplémentaire. Par contre, la consommation baisse sur toute la période, car les exportations de biens modernes se font au détriment du marché intérieur. De plus, la hausse des recettes d'exportations accroît les importations de biens traditionnels, évinçant la production interne, ce qui amoindrit les effets bénéfiques de la réduction du taux de chômage.

Effet d'une baisse de l'inflation

Dans cette variante, nous diminuons l'inflation de 1 % par an, sans effet sur le salaire nominal ni sur le taux d'intérêt. L'effet immédiat est une hausse de la demande dans les deux secteurs en raison de la hausse des revenus réels (financiers et salariaux) et de la valorisation des stocks d'actifs. L'effet est nul sur la croissance du secteur moderne, qui est contraint par l'offre de produits. Dans le secteur ancien, la hausse de la demande joue par des mécanismes déjà rencontrés. Celle-ci desserre la contrainte des entreprises du secteur ancien qui augmentent leur production. Il en résulte une hausse de 7,5 points de PIB pour l'ensemble de l'économie. Si les revenus sont indexés, c'est-à-dire s'il n'y a pas de hausse des revenus réels, les mécanismes jouent uniquement par la valorisation des stocks d'épargne. L'effet est très amoindri mais n'est pas négligeable. Ainsi une baisse de 1 % de l'inflation avec indexation des salaires et des taux d'intérêt conduit-elle à une hausse du PIB de 0,7 % à l'horizon 2000, par des mécanismes similaires ?

10. Effet d'une baisse de l'inflation 1 % par an, sans indexation

Écart relatif en % au compte central sauf * écart en points

	1995	2000
PIB	4,0	7,5
Investissement	2,1	5,2
Consommation	8,5	23,7
Exportations	0,0	0,0
Importations	0,0	0,0
Taux de chômage*	-0,8	-3,7

Sur bien des points, la maquette présentée reste à améliorer : qu'il s'agisse d'introduire une boucle prix salaires ou de prendre en compte les gains de productivité systémiques. Malgré ces limites, la maquette, qui ne peut pas, en tant que telle, traiter tous les problèmes de la transi-

tion, permet d'obtenir dans un cadre macro-économique cohérent quelques ordres de grandeur. Parmi les résultats, on retiendra que le premier effet de la transition est le déclin de l'industrie traditionnelle en raison de la hausse des prix et de son corollaire, la baisse de la demande. Malgré le renouvellement de l'offre, permis par les importations de biens d'équipements occidentaux, et la forte croissance dans la deuxième partie de la décennie, le niveau du PIB de la Russie en 2000 reste encore inférieur à son niveau de 1990. Cependant ces perspectives pourraient être plus favorables. D'une part, si les anticipations de hausse de prix se stabilisent, la hausse des prix pourrait être plus faible, ce qui permettrait d'amoinrir les contraintes qui pèsent sur l'ancien secteur et donc sur l'ensemble de l'économie. D'autre part, l'accroissement des crédits permettant d'importer des biens occidentaux accélérerait la modernisation de l'économie. Les effets d'une ouverture des pays partenaires aux exportations de biens traditionnels seraient encore plus favorables. Car cette ouverture permettrait à la fois de créer des débouchés pour l'ancien secteur et de financer les importations des biens d'équipements occidentaux. Ceci plaide, en particulier, pour un rétablissement rapide des relations entre les Républiques de l'ex-URSS et les autres pays d'Europe centrale et orientale.

Références bibliographiques et sources

- ÅSLUND A., 1991 : « Prospects for Economic Reform in the USSR », *Proceedings of the World Bank, Annual conference on development economics*.
- CE, 1990 : « Stabilisation, libéralisation et dévolution des compétences. Evaluation de la situation économique et du processus de réforme de l'Union Soviétique », *Economie Européenne*, n° 45, décembre.
- CEPII, 1991 : « Quels sont les atouts des Républiques de l'ex-URSS ? », *La Lettre du CEPII* n° 98, octobre.
- CEPII-OFCE (Mimosa) 1992 : « Economie Mondiale 1990-2000 : l'impératif de croissance », *Economica*.
- CROSNIER M.A., 1992 : « Russie 1992 : le saut dans l'inconnu », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 368.
- Goskomstat, *Narkhoz Narodnoe v 1990*.
- HARASTY H. et J. LE DEM, 1990 : « Les conséquences macroéconomiques de la réunification allemande », *Economie et Prospective Internationale*, n° 43.
- FMI-BIRD-OCDE-BERD, 1991 : *A Study of the Soviet Economy*, février.
- LE CACHEUX J.-Y. , 1990 : « L'URSS » in *A l'Est, en Europe*, OFCE, Presse de la Fondation nationale de sciences politiques.

- NUTI M., 1989 : « Hidden and repressed inflation in Soviet-type economies : definitions, measurements and stabilization » in C.Davis and W. Charemza eds, *Models of Disequilibrium and Shortage in Centrally Planned Economies*, Chapman and Hall.
- ONU (UN), 1992 : Economic Commission for Europe (ECE) : *Economic Survey of Europe in 1991-1992*.
- OPPENHEIMER P., 1992 : « Economic Reform in Russia », *National Institute Economic Review*, august.
- RICŒUR N., 1992 : « Pays de l'Est. Choc de la stabilisation et poids des structures », *Note de conjoncture de la Caisse des dépôts*, n° 2, juin.
- SGARD J., 1991 : « Rapport sur la croissance et les besoins de financement des pays de l'Europe Centrale et Orientale », Commissariat général au Plan, août.